



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'Étincelle*

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 20 septembre 2021

## C'est le vaccin qui protège, pas les sanctions !

L'instauration de l'obligation vaccinale fixée par le gouvernement le 15 septembre pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé. Et le sous-effectif dans les établissements de santé est tel que l'absence de quelques collègues suffit à rendre la situation critique.

### Le gouvernement fanfaronne... pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle.

Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires.

Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est la même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

### La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est plutôt de pire en pire.

Celles et ceux qui restent sont bougés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings et auxquels on refuse les congés. Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi.

D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

### En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1<sup>er</sup> octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs !

**L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.**

**Lisez et contactez l'Étincelle en ligne -- Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy**

### **Attention, un plan peut en cacher un autre**

La RCC n'est pas encore terminée que Renault annonce 2000 suppressions d'emplois de plus, dont la grande majorité dans l'ingénierie. Ne pas avoir atteint ses objectifs de départs pour la RCC 2021, ça ne traumatise pas la direction. Elle doit être persuadée d'avoir tous les moyens de chantage et de pressions pour nous soumettre. Le seul moyen de la contrer, c'est de renverser la pression !

On va lui faire comprendre que, sans notre boulot, elle ne pourra pas sortir les moteurs et les voitures dont elle a besoin pour atteindre ses objectifs CAFE.

### **L'union fait la force**

Avec la baisse de la charge, nombreux sont les sous-traitants qui sont mis en chômage partiel, pour beaucoup sans la compensation complète de leurs salaires. Qu'on soit salarié Renault ou sous-traitant, les profits patronaux viennent de notre travail à tous.

Comme nous disons NON à la suppression des postes de salariés Renault, disons tous ensemble NON à la suppression des postes des collègues prestataires, et demandons aussi leur intégration chez Renault !

### **Chasseur de primes**

En marge du salon de l'auto de Munich, Gilles Le Borgne a été primé par le magazine *Automotive News* pour son action chez Renault depuis un an. Fiers de son œuvre, ses copains lui ont offert la médaille du meilleur casseur d'emploi.

Virer toujours plus de salariés et pourrir la vie de ceux qui restent pour gonfler les profits, c'est ça qui est récompensé dans ce milieu de truands.

### **L'Evangilles Le Borgne**

Le Borgne mis à la Une de l'intranet pour célébrer un prix offert en hommage à ses bons offices dans la casse sociale chez Renault : pour beaucoup de salariés, c'était une provocation.

Certains lui ont donc demandé des comptes en postant des messages, mais il n'a daigné répondre qu'à celui qui citait l'évangile. Les voies de la Providence sont impénétrables, mais les attaques patronales sont claires !

Alors ceux qui posaient de vraies questions et n'ont pas eu de réponses savent ce qu'il leur reste à faire : participer aux prochaines actions pour défendre nos emplois !

### **Externalisons les gros salaires**

La direction veut aller au bout de l'externalisation forcée de la maintenance pour ne pas perdre la face. Mais, avec les mobilités internes et les départs RCC (au « volontariat », promis-juré !) que cette opération a engendrés, c'est moins de la moitié des salariés concernés initialement qui va partir chez P2M.

Alors, comme il faut aider, on a des propositions à faire s'il manque du monde chez le sous-traitant. Déjà la directrice DEA-T et le directeur DEA-TM, eux qui disaient à quel point ce transfert est une magnifique opportunité à saisir. Et aussi le chef de service (et chef d'UET par interim), qui de plein droit, y a toute sa place puisque les CUET des 2 équipes cédées doivent basculer chez P2M d'après les documents officiels.

La fermeture des bancs mono et l'externalisation de la maintenance, ça mérite une belle promotion.

### **Sale boulot**

Depuis plusieurs mois et surtout avec les fortes chaleurs, les salariés demandaient la réouverture des douches, comme c'est le cas dans les usines depuis bien longtemps. Mais la direction refusait. Maintenant, elle annonce l'ouverture prochaine d'une partie des douches du site... mais certains bancs ne sont pas concernées.

Les dirigeants ne voient sans doute pas l'intérêt... C'est vrai qu'ils ne se salissent que pour faire la basse besogne de Le Borgne.

### **Ils manquent de main-d'oeuvre, mais pas de culot**

Alors que le chômage reste massif, le patronat prétend manquer de main-d'œuvre dans certains secteurs, comme le bâtiment, la restauration, les services à la personne ou la santé. C'est là où les salaires sont particulièrement faibles. À croire que des salariés refusent de s'user au boulot pour des clopinettes. Inacceptable pour le patronat !

Alors plutôt que d'augmenter les salaires, le Medef et Macron ont trouvé une astuce : la réforme de l'assurance chômage que Castex veut mettre en œuvre cet automne. Une mesure qui fera baisser les allocations et poussera les travailleurs privés d'emploi à tout accepter... ou à subir la misère.

### **Les grévistes de Transdev montrent la voie !**

Depuis deux semaines, la grève est massivement suivie sur plusieurs dépôts de bus Transdev en région parisienne. Les grévistes se battent contre la dégradation brutale de leurs conditions de travail que cherche à leur imposer Transdev en prenant prétexte de l'ouverture à la concurrence : des journées de 9 heures sont maintenant payées 7 heures, les cadences sont telles que les conducteurs ne peuvent même plus aller aux toilettes, des primes ont disparu d'un coup.

Le combat des grévistes est la réaction à une offensive patronale qui touche déjà, ou va toucher dans les mois qui viennent, tous les travailleurs du secteur des transports.

Les patrons voudraient opposer les uns aux autres en fonction du dépôt ou de l'entreprise. Mais à partir de la grève à Transdev, c'est bien la question de la lutte d'ensemble des travailleurs du secteur qui se pose.